

---

## Démolition controversée, entre revendication et droit d'auteur

L'histoire d'un ensemble de logements sociaux à Bollate (Milan)

*A controversial demolition, between claims and copyright. The story of a social housing complex in Bollate (Milan)*

Chiara Merlini

---



### Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/craup/6472>

DOI : 10.4000/craup.6472

ISSN : 2606-7498

### Éditeur

Ministère de la Culture

### Référence électronique

Chiara Merlini, « Démolition controversée, entre revendication et droit d'auteur », *Les Cahiers de la recherche architecturale urbaine et paysagère* [En ligne], Actualités de la recherche, mis en ligne le 24 février 2021, consulté le 28 février 2021. URL : <http://journals.openedition.org/craup/6472> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/craup.6472>

---

Ce document a été généré automatiquement le 28 février 2021.



*Les Cahiers de la recherche architecturale, urbaine et paysagère* sont mis à disposition selon les termes de la Licence Creative Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 3.0 France.

---

# Démolition controversée, entre revendication et droit d'auteur

L'histoire d'un ensemble de logements sociaux à Bollate (Milan)

*A controversial demolition, between claims and copyright. The story of a social housing complex in Bollate (Milan)*

Chiara Merlini

---

## NOTE DE L'AUTEUR

Cet article a été rédigé en octobre 2019, et ne relate pas les événements survenus après cette date.

## Introduction

- <sup>1</sup> L'histoire singulière présentée ici amène à réfléchir à la relation complexe entre la conservation et la démolition et en particulier sur les divergences entre les perceptions de l'espace véhiculées par les « experts » d'un côté et les citoyens ordinaires de l'autre. Protéger ou détruire ? La densité symbolique de cette interrogation radicalise les positions des acteurs sur le terrain et soulève de nombreuses questions, depuis celles liées à la reconnaissance de valeurs différentes (sociales, architecturales, de témoignage, etc.), jusqu'à celles relatives à l'exercice d'une critique du projet architectural et urbain conscient de la dimension conflictuelle propre à la ville.
- <sup>2</sup> À la fin des années 1970, à Bollate, une ville de la banlieue nord de Milan, Guido Canella réalise un grand immeuble résidentiel pour l'Istituto Autonomo Case Popolari (IACP)<sup>1</sup>. En 2013, après des années de dégradation progressive du bâtiment, l'architecte résume ainsi sa position : « On l'appelle Alcatraz ? Ce serait pire si on l'appelait Disneyland comme les bâtiments qu'on construit ces temps-ci<sup>2</sup>. » L'amertume, mais aussi l'affection que ces mots laissent transparaître, sont liées à une histoire complexe et représentative

du conflit de valeurs qui peut émerger lorsqu'on attribue des sens divergents à l'architecture.

- 3 La parabole du bâtiment conçu par Canella est significative. Résultat de son succès professionnel et de sa recherche architecturale largement reconnue par les critiques<sup>3</sup>, le bâtiment fait l'objet de jugements extrêmes et antagonistes, qui répondent aux conflits entre les partisans de la démolition et ceux de la protection. Ces jugements contraires émergent clairement dans les années 2000, avec l'élaboration de deux projets dénommés Contratti di Quartiere (CdQ) promus par la région Lombardie, alors que l'on doit renouveler le bâtiment physiquement et socialement dégradé<sup>4</sup>. Au fil de l'histoire du bâtiment, la formulation de la question – est-il préférable de garder ou de démolir ? – a maintes fois évolué, mettant l'accent tantôt sur les problèmes d'habitabilité du bâtiment, tantôt sur la valeur de son architecture ou sur sa place dans la ville. En revanche, la réflexion urbaine est restée dans l'ombre, en dépit des objectifs du CdQ. Tout d'abord, elle est déformée par la perspective d'une démolition comprise comme une compensation due aux habitants dont les conditions d'habitat se sont dégradées, puis par un conflit réduit au contraste entre une nouvelle édification et la volonté de ne pas augmenter l'emprise au sol du projet, le foncier étant considéré comme un atout précieux.
- 4 Notre propos est scandé en trois étapes qui correspondent à différentes façons d'envisager la question de la démolition, d'attribuer des valeurs à l'espace et de mobiliser des arguments. Sauver le bâtiment de la démolition implique de distinguer les objets qui présentent une valeur artistique. Or, cette démarche ne relève pas de caractéristiques objectives, mais plutôt de perceptions, d'attributions de sens régies par des conventions et des imaginaires différents. Les défenseurs de la conservation comme ceux de la démolition peinent à trouver des arguments sur lesquels se fonder, adoptant un point de vue partiel qui ne permet pas de saisir la complexité de la situation. Il s'agit en effet de penser un aménagement différent pour un secteur de ville en transformant son identité de périphérie de grande métropole. Mais cet enjeu se rapporte à la nature même du projet architectural et à sa signification sociale, c'est-à-dire à la capacité de l'architecture à répondre efficacement aux besoins des habitants et à faire des choix responsables et convaincants.
- 5 Ces considérations trouvent rarement leur place dans l'histoire architecturale, traditionnellement peu encline à traiter de la réception d'un bâtiment et de la soumettre à un processus de vérification. Seuls les témoignages des habitants, leurs histoires individuelles et collectives, sont capables de nous faire percevoir comment l'architecture est vécue et la tension entre des visions opposées du présent et du futur, entre des valeurs et des assignations de sens divergentes. C'est surtout sur la base de ces sources que nous avons pu reconstruire l'histoire qui suit<sup>5</sup>.

## **Bollate, banlieue de Milan : les territoires du projet**

### **Un lieu remarquable**

- 6 La ville de Bollate (environ 36 000 habitants) est située au nord de Milan, dans la couronne périurbaine. Comme de nombreux villages extra-urbains intégrés à la périphérie, elle est composée de bâtiments historiques, avec quelques bâtiments récents développés en hauteur, des boulevards, des places de stationnement. Non loin

du centre, où l'espace est plus dilaté, on aperçoit l'ensemble projeté par Guido Canella, situé au 40 via Turati. Les deux grands bâtiments parallèles témoignent d'une discontinuité dont la perception était certainement plus forte dans le passé, alors qu'ils dominaient la campagne, mais qui subsiste aujourd'hui. À l'est, on trouve des tissus ordinaires de faible densité ; à l'ouest, divers objets architecturaux émergent sur un terrain où les espaces verts (parc Martin Luther King) alternent avec les parkings, formant un ensemble sans cohérence. Comme nous le verrons, le projet architectural et urbain joue un rôle important dans cette partie de la ville, aujourd'hui comme dans le passé (fig. 1).

Figure 1. Bollate : la situation actuelle. Au centre, les deux bâtiments de Guido Canella et l'Urban Center sur la piazza della Resistenza. À gauche, le parc Martin Luther King.



Google Earth, 2019.

## L'autre ville

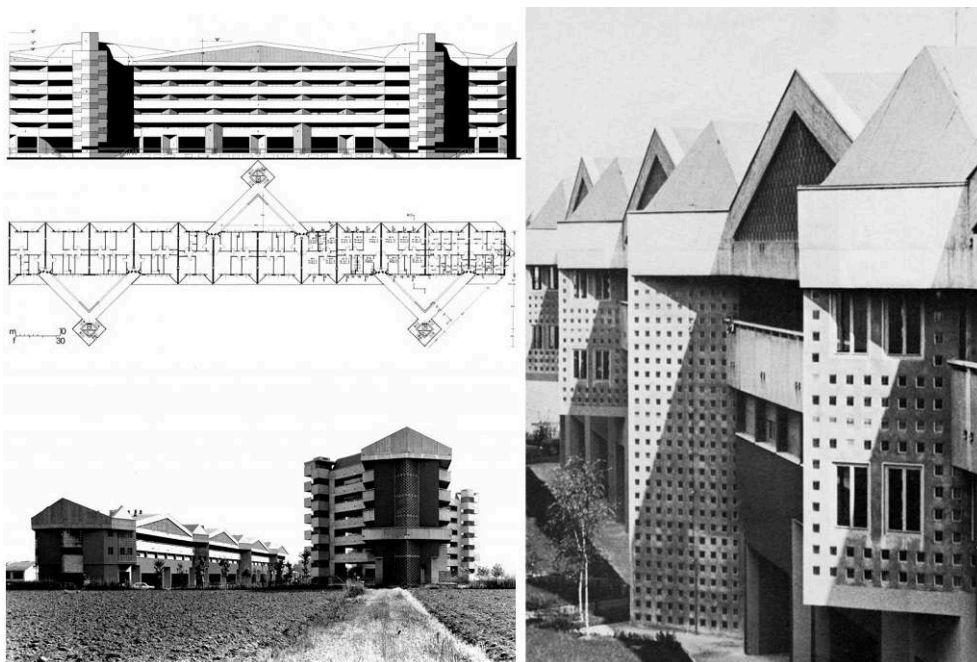
- 7 Entre le milieu des années 1970 et celui des années 1990, un phénomène significatif se produit, attestant les relations complexes entre la ville de Milan, les municipalités de la première ceinture et le monde professionnel. Il résulte du développement de la ville : le secteur nord-ouest, à ce titre emblématique, a vu se former les *coree*<sup>6</sup> dans la seconde moitié des années 1950, à la suite de l'arrivée des migrants de la Polésine inondée<sup>7</sup>. Les nouveaux habitants ont acheté de petites parcelles de terrain incultivable et construit eux-mêmes leurs maisons avec des compétences rudimentaires, constituant de petites agglomérations urbaines plutôt denses et dépourvues de tout service. Puis vient l'importante migration en provenance du sud et l'exode progressif de Milan durant la décennie suivante. L'attractivité d'un territoire industriellement dynamique et accessible, les prix plus bas que dans le chef-lieu et des réglementations souvent permissives déclenchent alors une activité de construction intense, menée par des investisseurs privés et par le secteur public, qui engendre des effets perturbateurs. Dans la ville de Bollate<sup>8</sup>, le saut démographique est impressionnant : en vingt ans, la population a quadruplé<sup>9</sup> et de nouveaux logements sont nécessaires. L'engagement de

Guido Canella, architecte reconnu à cette époque et professeur à la faculté d'architecture de l'École polytechnique de Milan, s'inscrit dans ce contexte<sup>10</sup>.

## Une architecture

- 8 L'ensemble de logements qu'il construit entre 1974 et 1981 se compose de deux longs bâtiments alignés côte à côte, prévus pour accueillir 1 100 habitants. Le premier corps s'étend sur environ 300 mètres sur 5 étages avec pilotis et compte 160 appartements de 4 ou 5 pièces. Huit tours avec des cages d'escalier et des ascenseurs rythment le volume, notamment grâce aux passages suspendus. Le deuxième bâtiment, planifié avec des dimensions analogues mais réduites pendant la construction, est organisé sur deux étages avec pilotis et compte 64 logements, plus petits que dans le premier et complétés par des espaces communs au niveau des cages d'escalier (fig. 2-3). À l'origine, la réduction de la taille des logements devait permettre de satisfaire des catégories d'habitants spécifiques, en particulier les personnes âgées et les jeunes travailleurs d'une grande usine automobile installée dans un village voisin<sup>11</sup>. L'écart par rapport au principe du quartier rationaliste, avec des bâtiments destinés à limiter des espaces ouverts et des installations collectives séparées, est net. Il s'agit ici d'une expérimentation différente dans laquelle le grand immeuble répond à la fois à des besoins domestiques et d'équipement<sup>12</sup>. Dans ce cas, la perspective est exacerbée par la recherche d'une monumentalité qui assimile la résidence et le bâtiment public et qui impose ses formes imposantes au contexte. Mais, nous le verrons plus loin, nous sommes loin d'une reconnaissance fondée simplement sur cette attribution symbolique.

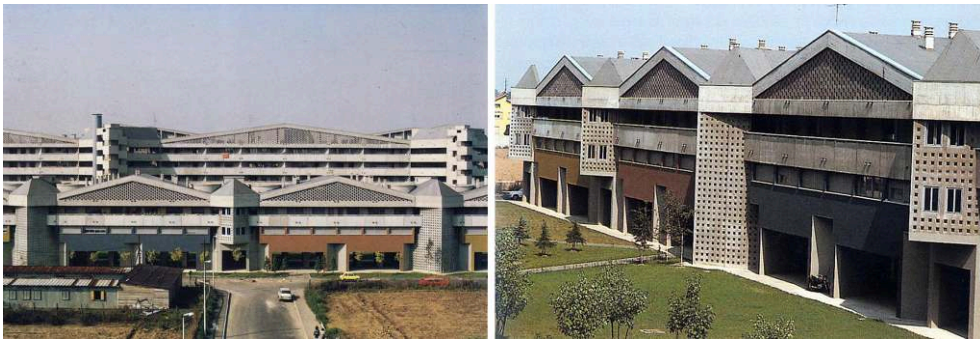
Figure 2. Les bâtiments de la *via Turati 40*. Dessins du projet et photographies d'époque.



Archives Guido Canella, [<http://www.lombardiabeniculturali.it/architetture900/schede/p4010-00460/>]



Figure 3. Les deux bâtiments du projet Guido Canella. Photographies d'époque.



Archives Guido Canella [<http://www.lombardiabeniculturali.it/architetture900/schede/p4010-00460/>]

## Vivre dans un intérieur : la démolition en réponse à un déficit de performances

### Des problèmes/un problème

- 9 Le bâtiment principal de l'ensemble de logements pourrait aujourd'hui avoir disparu. En 2004, dans le cadre du CdQ, un projet, qui finira par être abandonné, affecte la suite de l'histoire<sup>13</sup>. Deux opérations différentes sont prévues : des travaux de récupération pour le plus petit bâtiment et des démolitions pour le grand bloc, dont les conditions sont jugées irrémédiables. S'y ajoute la réalisation d'infrastructures commerciales et sociales, qui ne seront jamais réalisées (fig. 4).

Figure 4. Le projet du Contratto di Quartiere 2004 (arch. A. Bugatti), avec la démolition du bâtiment principal.



<http://www-3.unipv.it/lcp/nuovo%20sito/bollate.htm>

- 10 Dans quelle mesure la démolition est-elle considérée comme une solution préférable ? L'appel à projets régional insiste sur certaines exigences. Dans les CdQ, le projet spatial et les politiques sociales doivent être articulés : l'intervention vise à restaurer la dignité des quartiers en difficulté grâce à la participation active de la population. À la lumière de ces objectifs, le complexe de la via Turati apparaît comme le candidat parfait. Cependant, le projet de 2004 se positionne différemment. Confié à l'architecte Angelo Bugatti<sup>14</sup>, il se focalise sur la perception de l'insécurité du bâtiment, considéré en tant qu'immeuble et lieu de concentration de catégories sociales « à risque ». La valeur urbaine n'est pas réfutée, mais c'est surtout le bâtiment, marginalisé et abandonné à lui-même, qui contribue à une représentation négative légitimant sa démolition. Le

problème est reformulé. Il ne s'agit pas tant d'un lieu de la ville à revitaliser dans son ensemble que d'un bâtiment à restaurer ou, dans la mesure du possible, à éliminer.

## La ville absente

- 11 À ce stade, les acteurs impliqués semblent s'accorder sur cette représentation. Municipalité, propriétaire (Aler), habitants, syndicat des locataires, tous ont tendance à conceptualiser la question en isolant les problèmes du bâtiment, approuvant ainsi la perspective de démolition. La multidimensionnalité du problème est abandonnée, faisant ressortir une idée d'habitabilité essentiellement réduite au logement. La démolition comblera d'abord les failles d'un immeuble mal construit. La qualité de la vie coïncide avec les besoins primaires de l'habitant : seul un bâtiment sain, structurellement adéquat et efficace peut être de qualité. En d'autres termes, la vision sélective de la question accentue l'importance de l'espace domestique interne, dans lequel « on réside », par rapport à un espace externe qui est tout simplement considéré comme marginal. C'est le logement qui fait la différence. Deux éléments en particulier favorisent la démolition : l'argument technique et économique et la perception d'un problème social évoqué selon une rhétorique simpliste (les bâtiments de la *via Turati* sont surnommés « Alcatraz »).
- 12 On remarque deux grands absents dans cette première partie du récit<sup>15</sup>. Tout d'abord, la ville : les motivations urbaines ou environnementales restent marginales et le projet en dit peu sur les conséquences importantes engendrées par l'élimination d'un bâtiment aussi imposant. Aussi, la redéfinition de la ville avec les nouveaux bâtiments du projet, indispensable pour la faisabilité économique de l'opération, n'est pas très claire : le grand monolithe est remplacé par des fragments qui semblent aspirer à une ville plus « banale », à une modeste variété urbaine. Le projet révèle des aspects paradoxaux : une décision radicale associée à une certaine faiblesse argumentative<sup>16</sup>.
- 13 Cependant, d'un autre côté, l'architecture fait défaut. Le fait qu'il s'agisse d'un édifice largement reconnu par la critique architecturale n'entre pas ici en ligne de compte. Selon les mots du maire de l'époque, il s'agit simplement d'un « gros immeuble affreux qui pèse sur le centre-ville ville<sup>17</sup> » ; et le fait qu'il s'agisse, selon d'autres critères, d'une architecture précieuse et « d'auteur » amplifie d'une certaine manière son échec.
- 14 Le projet risque de se limiter à une opération de suppression et de réparation des dommages, sans aboutir à un véritable espace urbain, ni répondre à un projet d'action publique, et encore moins à une vertueuse association entre ces deux dimensions. Quoi qu'il en soit, le réaménagement est destiné à en rester là.

## Habiter *versus* transmettre à l'avenir : la sauvegarde en tant que revendication d'un droit

### Nouveaux arguments

- 15 La démolition rencontre un obstacle qui apparaît à un niveau différent du discours. Les arguments relatifs à « l'architecture » s'opposent aux raisons économiques et à un concept d'habitabilité lié à la salubrité du logement. C'est sur ce contraste de valeurs que s'articule la phase suivante de l'évolution de notre cas d'étude. Les opinions sont inconciliables : si pour les habitants la démolition est un constat d'échec, pour le

concepteur il s'agit d'une violation. Pour l'éviter, Canella demande au ministère des Biens architecturaux et culturels de déclarer son ouvrage « à caractère artistique important », se fondant sur la loi 633 qui régit le droit d'auteur depuis 1941<sup>18</sup>.

- 16 Il s'agit d'une sorte de revendication « d'exclusivité ». L'aval du Ministère, qui en 2006 soumet l'ensemble résidentiel à des restrictions<sup>19</sup>, change le cours de l'histoire en redéfinissant les objectifs du CdQ. On finit par exclure la démolition. Les opinions divergent : on peut démolir un bâtiment, mais pas une « architecture », malgré son état critique. L'importance du caractère artistique devient un critère prioritaire par rapport aux différentes assignations de sens, y compris l'appréciation que la société civile exprime (ou n'exprime pas) et qui, dans ce cas, n'entre pas en jeu.
- 17 Au même moment, le bâtiment est désigné comme un « monument » possédant une valeur patrimoniale<sup>20</sup>. Mais ce n'est pas tout: il ne s'agit pas d'une plus-value de sens collectif distinguant une architecture d'une construction quelconque – et légitimement ainsi sa revendication de durée – mais de la reconnaissance d'un droit formel. D'ailleurs, comme on le précisera plus loin, la protection semble même prévaloir sur l'identification entre l'architecture et son auteur, conditionnant l'évolution ultérieure du bâtiment.

## Maison, architecture, droits, valeurs

- 18 Si la démolition vise la suppression d'un échec, quel peut être le sens de la sauvegarde ? Il est certain que le patrimoine de l'architecture moderne et contemporaine auquel appartient le bâtiment de Canella revêt aujourd'hui une grande importance<sup>21</sup>. Cependant, ce cas donne lieu à une intrication de questions essentielles, portant en particulier sur les façons dont la reconnaissance est accordée. La production des symboles qui établit la continuité entre le lieu tel qu'il est aujourd'hui et son évolution dans le futur, du moins proche de nous, émerge ici dans un processus complexe qui ne résulte pas d'un véritable consensus.
- 19 Tout d'abord, nous nous trouvons face à un conflit de valeurs. D'un côté, les thèmes émergents pour ainsi dire « d'en bas » ou issus d'un ensemble de « convenances ». Les habitants, reconnaissent les conditions d'inhabitabilité et expriment des options radicales et les organismes publics entremêlent des raisons économiques et symboliques pour justifier leurs positions : aucune des deux parties n'est disposée à appréhender le destin d'une architecture contemporaine dans sa spécificité historique. De l'autre côté, les arguments des élites intellectuelles expriment un comportement réfléchi, typique de ceux qui considèrent que les œuvres architecturales sont dignes de protection, dans la mesure où elles remontent à une tradition basée sur une conscience historique acquise. Le décalage entre les aspects qui peuvent paraître incompréhensibles à un regard « non disciplinaire<sup>22</sup> », et le sens attribué à une recherche culturelle, même si elle a été déformée ou si elle est dépassée, n'est pas sans conséquences.
- 20 Un second point de divergence concerne la durée de l'architecture. Comme grand nombre d'architectures modernes ou contemporaines, les logements de la *via Turati* n'échappent pas à une détérioration précoce et se révèlent incapables de répondre aux nombreux besoins actuels. Selon certains, la distance temporelle relativement brève – environ quarante ans – qui nous sépare de la livraison de l'immeuble en question peut être une raison suffisante pour le détruire si on le juge inutile. Selon d'autres, au



contraire, elle peut représenter l'intervalle nécessaire pour l'inscrire dans une tradition spécifique et importante. La volonté de transmettre cette dimension matérielle et mémorielle se heurte à un cadre de valeurs divergent : obsolescence pour les uns, monument artistique pour les autres.

- 21 Enfin, il y a le problème de « l'auteur ». Le cas de Bollate n'est pas isolé et la démolition a suscité un débat important dans d'autres situations. En Italie, le contraste des positions émerge surtout dans le cadre de la démolition de bâtiments importants où de parties de villes issues d'un projet global et généralement attribuable à un concepteur. La sauvegarde ou la démolition d'une architecture s'entremêle avec la présence d'une signature, qui conditionne inévitablement la manière dont on lui donne un sens. Avec quelques effets paradoxaux : le fait d'être face à une « architecture d'auteur » peut diminuer ou exacerber le refus ; pour les habitants, le ressentiment ciblé sur un expert qui, en un certain sens, a trahi ses attentes, peut être plus augmenté.

## Effets secondaires

- 22 On doit alors se demander si la conservation du bâtiment imposé par le Ministère a conditionné la prolongation d'un problème largement ressenti par la communauté locale. Un an après la reconnaissance institutionnelle, le projet de restauration conservatrice est confié à l'équipe de Guido Canella. De 2007 à 2011, l'ensemble de logements de la *via Turati* est avant tout considéré comme une architecture dont le design original est digne de respect. Les modifications sont alors déterminées par l'objectif de préservation ; les propositions de Guido Canella visant un changement plus important ne seront jamais mises en œuvre, comme par exemple la construction d'une grande place et d'une salle polyvalente (en modifiant le rez-de-chaussée à pilotis et le sous-sol du grand bâtiment), qui auraient pu contribuer de manière significative à la redéfinition des rapports avec la ville. Mais l'obstacle de la sauvegarde est difficile à surmonter et l'architecte d'une certaine manière victime de la protection accordée à son ouvrage<sup>23</sup>.
- 23 En réalité, face à l'hypothèse de la démolition, le dialogue laisse place à la revendication de positions opposées, entraînant des résultats imprévus. Le processus de protection et de réaménagement des bâtiments s'avère particulièrement lent et complexe, imperméable aux actions susceptibles d'améliorer la relation de l'édifice avec la ville. Les citoyens dans leur ensemble sont ceux qui ont le plus à perdre, et pas seulement les habitants de la *via Turati*, dont les problèmes ne seront pas résolus avant longtemps.

## L'aspiration à la « normalité » et les contradictions du nouveau centre. L'attention passe, le conflit demeure

### Au-delà de l'architecture, avec de nouveaux bâtiments

- 24 À ce stade, deux voies différentes se dessinent : d'une part, un projet de restauration qui ne concerne que le bâtiment, d'autre part, une requalification d'une partie de la ville. En 2008, on rouvre les candidatures pour le deuxième programme du CdQ, avec l'engagement de terminer les travaux d'ici 2016<sup>24</sup>. Ce nouveau masterplan redéfinit les priorités<sup>25</sup> (fig. 5) : il faut bien sûr tenir compte des bâtiments de Canella, mais ceux-ci ne sont plus le pivot de l'ensemble de la zone de transformation. Il s'agit cette fois du

réaménagement urbain d'une superficie d'environ 1100 000 m<sup>2</sup>, avec une attention particulière aux espaces verts et publics et la construction de nouveaux bâtiments « attractifs », qui feront l'objet de controverses dans les années suivantes. Après avoir délégué le problème de la protection des bâtiments à un projet spécifique, l'objectif du CdQ est de créer un nouveau centre. Et c'est dans ce but qu'on projette le dénommé « Urban Center » : un bâtiment comprenant des espaces pour la culture (auditorium, halls d'exposition, laboratoires, etc.) faisant partie du réaménagement global de la place, dont il occupe une partie importante (fig. 6).

Figure 5. Le masterplan-Contratto di Quartiere (2010, arch. M. Sagnelli). À gauche : Piazza della Resistenza avec l'Urban Center, le centre social (à gauche) et l'espace commercial (à droite). À droite : une disposition différente de la place et les trois tours résidentielles.



<http://sagnelliassociati.it/it/progetti/196-piani-urbanistici/147-masterplan-contratto-di-quartiere-bollate-mi.htm> source

Figure 6. L'Urban Center et le réaménagement de Piazza della Resistenza (première version).



<https://www.theplan.it/eng/award-2016-publicspace/bollate-urban-centre-10> source

- 25 Animer ce coin de ville avec des espaces de sociabilité devient alors la nouvelle rhétorique du CdQ, soutenue par la municipalité. Pour sortir d'une condition de périphéricité et traiter le problème principal – un imposant bâtiment dans un état de dégradation physique et sociale avancé – il ne faut pas supprimer, mais « ajouter ». Et c'est sur le thème de l'« addition » plus encore que sur celui de la « suppression » que l'affrontement se déclare.

## Anciennes et nouvelles cibles

- 26 Cependant, il est difficile de reconnaître l'objectif ambitieux de la « redéfinition d'un centre » dans l'évolution de notre cas d'étude. D'une part, la place redessinée et la construction de l'Urban Center ne sont pas perçues par les citoyens comme des éléments utiles pour la réhabilitation de la ville et deviennent une nouvelle cible des critiques. D'autre part, le retard dans le réaménagement des bâtiments persiste et suscite lui aussi des récriminations, d'autant plus que le projet réputé « différent » de l'Urban Center est en revanche bien avancé. Cette situation génère un nouveau conflit.
- 27 En 2011, en raison d'un départ de feu dans le bâtiment, l'histoire retrouve une certaine visibilité dans la presse, qui ironise sur le fait que l'œuvre d'art protégée par le Ministère est le bâtiment le plus délabré de la ville. En 2013, on abandonne le projet des trois tours résidentielles initialement prévues dans le masterplan, tandis que la réalisation de l'Urban Center et de l'espace commercial est confirmée<sup>26</sup>. Les habitants, rassemblés dans un comité local, souhaitent que la place reste inchangée, avec les vieux arbres et la fontaine (fig. 7). Le problème semble avoir évolué, mais l'incertitude autour du grand bâtiment résidentiel continue d'alimenter le conflit. Entre-temps, le rôle symbolique du bâtiment prend de l'ampleur, aussi par la plainte du rappeur Emis Killa, qui en 2013 tourne une vidéo sur le toit du bâtiment et met en lumière son mauvais état.

Figure 7. Piazza della Resistenza avec l'espace vert de la vieille fontaine, avant de la construction de l'Urban Center.



Google Earth, 2008.

- 28 Les architectes de l'équipe Canella comptent sur un chantier susceptible de servir d'exemple. Les habitants manifestent leurs exigences, alimentées par la découverte d'amiante dans le toit. On estime que l'impasse dure depuis dix-huit ans et qu'elle n'est due ni à un manque de ressources, ni à l'absence d'un projet<sup>27</sup>. Toutefois, le réaménagement est à nouveau reporté<sup>28</sup>. Une perception différente des priorités est à l'œuvre : pour les habitants, le réaménagement des logements ne peut pas être remis à plus tard et la construction d'un centre culturel a pour eux le goût de la trahison. Mais ce n'est pas tout : des commentaires plus généraux sont formulés. L'argument idéologique du « non au béton » soutient plutôt les positions précédentes. On a prévu la destruction de l'espace vert et de la fontaine pour faire place au nouvel Urban Center et cela suffit pour revendiquer un droit : le slogan « On ne touche pas à la place » devient le nouveau leitmotiv (fig. 8).

Figure 8. L'Urban Center. Version réalisée.



<https://www.theplan.it/eng/award-2016-publicspace/bollate-urban-centre-10ource>

- 29 Le terrain de l'affrontement s'élargit et devient politique, visant le projet du CdQ et plus généralement les choix de la municipalité. Le comité des habitants critique le projet car il y voit un décalage, les autorités ayant mis l'accent sur la transformation du centre-ville et non plus sur la restructuration des grands bâtiments résidentiels. Pour eux, le fait de vivre là est une fois de plus lié à un « intérieur » qui devrait être sûr, à la dimension domestique des logements et beaucoup moins à la qualité de l'espace urbain et de ses aménités.

### Accélération et inerties

- 30 La presse locale suit attentivement l'évolution de cette affaire. La tension est forte et la controverse se poursuit pendant que le chantier de l'Urban Center progresse. Les opportunités institutionnelles de dialogue sont inexistantes et quoi qu'il en soit, la municipalité ne peut plus revenir sur ses pas. On prévoit alors la fin des travaux pour 2015<sup>29</sup>.
- 31 Le projet de redéfinir une plus grande partie de la ville est réduit à la simple construction d'un nouveau bâtiment. La nouvelle place est entourée de parkings et les espaces verts sont réduits de moitié : d'un côté, la grande silhouette colorée de l'Urban Center, entouré d'espaces de jeux et de l'autre, la nouvelle fontaine. Difficile de trouver ici la « place-jardin » ainsi que la continuité entre les parties décrites dans le rapport de projet. Le nouveau centre-ville se limite à un bâtiment qui occupe l'environnement quelque peu brutalement, confirmant une certaine pauvreté de la conception des lieux (fig. 9).



Figure 9. Le bâtiment plus petit réaménagé (projet Canella) et l'Urban Center sur la nouvelle place.



© C. Merlini, 2020.

- 32 Le changement de focale proposé par les dernières variantes du CdQ – du bâtiment à la conception de la ville – semble avoir échoué. Après tout, il s'agit toujours d'un projet de construction : un nouveau bâtiment (probablement mal aimé), qui ne répond pas aux attentes du CdQ lui-même (fig. 10 et 11).



Figure 10. L'Urban Center. La façade sur la Piazza della Resistenza et la petite aire de jeu.



© C.Merlini, 2020.

Figure 11. L'Urban Center. La façade arrière, vers les bâtiments du projet Canella, et les parkings de la Piazza della Resistenza.



© C.Merlini, 2020.

- 33 L'accélération du processus se heurte à la lenteur des travaux de l'immeuble public, même s'ils progressent sur certains aspects<sup>30</sup>. Le fait que le bâtiment soit sous protection complique les choses, car toutes les interventions doivent être autorisées par la Surintendance, l'organisme du Ministère chargé de la conservation du Patrimoine culturel et du Paysage. Les travaux finissent par commencer et certains appartements sont réaménagés. Mais pendant l'hiver 2015, en raison d'une erreur d'exécution, la pluie inonde plusieurs d'entre eux, tout juste rénovés et déjà détruits. Tout ralentit à nouveau. Enfin, en mars 2017, le contentieux avec l'entreprise responsable des retards aboutit, mais la remise de l'ouvrage n'a lieu qu'à la fin de l'année 2019. Vingt-quatre ans se sont écoulés depuis les premières demandes de réaménagement et quinze ans depuis la proposition de démolition.
- 34 Pendant ce temps, le contexte urbain a évolué. Nous ne sommes pas loin des lieux de l'Exposition universelle<sup>31</sup>, dénoncée par certains hommes politiques de l'opposition comme responsable de la « surconstruction » de la place et des lots voisins. Peut-être s'agit-il d'un effet inattendu et secondaire de l'Expo, qui marque finalement un succès dans cette histoire troublée. Le 20 mai 2017, on inaugure le Parco Expo 2015, grâce à la donation des plantes utilisées pour l'Exposition sur les lieux où l'on avait prévu de construire les tours du CdQ<sup>32</sup>. Mais les logements de la *via Turati* ne connaissent pas pour autant la paix. En juin 2018, un incendie se déclare à l'intérieur d'une des cages d'escalier et de certains logements, heureusement vides en attendant les travaux (fig. 12, 13 et 14).

Figure 12. La façade du bâtiment le plus haut de la *via Turati*, avec des signes évidents de dégradation.



© C. Merlini, 2020.



Figure 13. Les travaux de réaménagement en cours sur la façade du grand bâtiment.



© C.Merlini, 2020.

Figure 14. Le bâtiment de la *via Turati*. L'espace de distribution et d'entrée, avec les signes d'appropriation par les habitants.



© C.Merlini, 2020.

## Que nous apprend cette histoire ?

- 35 Confrontés à un édifice reconnu et à un outil de projet complexe et innovant (le CdQ), les résultats obtenus paraissent moins ambitieux que les objectifs exprimés au début du processus. Tout d'abord, on constate le mécontentement constant des habitants, pour des motifs différents, dû à notamment aux prolongations démesurées des délais. Les bâtiments ont fini par devenir habitables, mais selon des processus longs et critiqués. Ensuite, la querelle est alimentée par la confrontation de différents droits et valeurs. Le grand bâtiment qui, au moment de sa construction, constituait la réponse à un droit – loger la population la plus défavorisée – devient patrimoine par une volonté institutionnelle, qui vient remplacer la reconnaissance collective qui, en réalité, est inexistante. L'attribution du sens diverge : d'une part, la valeur revendiquée du confort et du bien-être (« Maintenant et sur notre propre peau » comme l'exigent les habitants), d'autre part, la valeur d'une architecture considérée « de tous » et « pour le futur ». Cependant, ces perspectives ne sont pas en mesure de converger, comme si une architecture de qualité ne pouvait pas donner des réponses convaincantes et adéquates à un désir d'habitabilité, et comme si répondre par des choix architecturaux et spatiaux aux problèmes de l'habitat n'était pas pertinent aux yeux des habitants. Ainsi, la conservation l'emporte sur la démolition, mais dans ce cas spécifique, la manière dont cela se produit atteste de l'échec du modèle d'habitation proposé, d'une idée de protection qui fige le patrimoine une fois pour toute, et d'un nouveau projet qui ne parvient pas à proposer une idée différente de la ville.
- 36 Le cas du projet CdQ dissimule une forme de « banalisation », la conservation étant assurée, mais au prix d'un certain renoncement. L'objectif de sauver pour rendre habitable et pour transmettre une œuvre pour l'avenir a, paradoxalement, figé l'architecture et empêché son adaptation à de nouvelles conditions. Dans le même temps, une recherche de normalité émerge. Ce n'est qu'en considérant les bâtiments comme « normaux » qu'il a été possible d'imaginer une démolition et d'envisager une perspective de changement. Cependant, ce désir de normalité semble aussi avoir mis un terme à la recherche. Lorsque l'architecture dont nous avons hérité a échoué, la solution adoptée fait le choix de renoncer à l'expérimentation et d'abandonner des ambitions initiales.
- 37 Plus généralement, un décalage apparaît entre une communauté qui peine à reconnaître les compétences des experts et les positions d'une culture architecturale et politique qui a du mal à offrir à la communauté des visions et des solutions convaincantes et précises. Ce décalage, souvent inhérent à la relation complexe entre la conservation et la démolition, transcende cette histoire singulière. Cette relation exaspère les positions des acteurs sur le terrain et les divise, chacun cherchant une justification au niveau de la revendication d'un droit, peut-être en raison de la nature hautement symbolique de la destruction délibérée d'un artefact, et transformant ainsi le dialogue en conflit.
- 38 L'évolution urbaine connaît souvent des conflits de cette nature, opposant conservation et démolition. Ne pourrait-on pas identifier derrière ce conflit un élément de réflexion sur la manière d'exercer une critique du projet architectural et urbain ? Une critique qui observe attentivement les manières complexes dont l'espace construit réagit au temps, aux pratiques d'usage, au caractère ambivalent de l'habitat, à la variété des significations qui lui sont progressivement attribuées. Une critique qui s'appuie sur un

regard sur la longue durée, qui explore l'espace et enregistre la chronique de ce qui se passe, mais qui, en même temps, interroge la dimension plus large et plus nuancée de l'imaginaire.

---

## BIBLIOGRAPHIE

- Aa. Vv., « Alcuni interventi Iacp », *Casabella*, 437, 1978.
- Aa. Vv., « Contratti di quartiere a Milano », *Territorio*, 33, 2005, pp. 7-66.
- Aa. Vv., « L'architecture et la disparition », numéro monographique, *Cahiers thématiques*, 16, 2017.
- F. Alasia, D. Montaldi, *Milano, Corea. Inchiesta sugli immigrati negli anni del « miracolo »*, Rome, Donzelli, 2010.
- B. Allen, M. Bonetti, *Des quartiers comme les autres ? La banalisation urbaine des grands ensembles en question*, Paris, La Documentation française, 2013.
- A. Balducci (éd.), « Una riflessione sul rapporto tra politiche per il quartiere e politiche per la città », *Territorio*, 19, 2001, pp. 7-12.
- A. Berland-Berthon, *Les grands ensembles : des quartiers pas comme les autres*, mars 2007, Paris, pp. 255-268, [en ligne] [halshs-00375382](http://halshs-00375382)
- F. Bargiggia, M. Bricocoli (éd.), *Politiche per la casa e strumenti di riqualificazione urbana. I Contratti di quartiere II in Lombardia*, Monfalcone, Edicom, 2005.
- M. Biraghi, *Storia dell'architettura contemporanea*, vol. 2, 1945-2008, Turin, Einaudi, 2008.
- B. Bonomo, F. De Pieri, G. Caramellino, F. Zanfi (éd.), *Storie di case. Abitare l'Italia del boom*, Rome, Donzelli 2013.
- J. Byles, *Rubble. Unearthing the history of demolition*, New York, Harmony Books, 2005.
- E. Bordogna, G. Canella, E. Manganaro (éd.), *Guido Canella 1931-2009*, Milan, Angeli, 2014.
- M. Boriani (éd.), *La sfida del moderno. L'architettura del XX secolo tra conservazione e innovazione*, Milan, Unicopli, 2003.
- F. Bottini, « Lotta: senza quartiere », [en ligne] <http://eddyburg.it/article/articleview/1922/0/98>
- G. Canella, E. Manganaro, « Conservare la nostra tradizione architettonica: l'hinterland di Guido Canella », *Quaderni di Ananke*, 2, 2010, p. 138.
- A. Canzani (éd.), *Conservare l'architettura. Conservazione programmata per il patrimonio architettonico del XX secolo*, Milan, Electa, 2009.
- A. Cavarretta, *Architetture dello spazio pubblico. Nuova strategia progettuale per il Contratto di quartiere a Bollate*, École polytechnique de Milan, mémoire de maîtrise, 2012-2013.
- F. Choay, « Sulla demolizione/conservazione », dans A. Criconia (éd.), *Figure della demolizione. Il carattere instabile della città contemporanea*, Gênes Milan, Costa & Nolan, 1998, pp. 33-49.



- M. A. Crippa, P. Galliani (éd.), « Continuità critica e restauro del moderno », *Territorio*, 62, 2012, pp. 67-131.
- M. A. Crippa, « Demolizioni di architetture nella storia europea: qualche spunto per riflettere », *Territorio*, 45, 2008, pp. 56-62.
- M. Dezzi Bardeschi, « Monumenti alla periferia », *Domus*, 635, 1983, pp. 12-27.
- P. Di Biagi (éd.), *La grande ricostruzione. Il piano Ina-Casa e l'Italia degli anni Cinquanta*, Rome, Donzelli, 2001.
- G. Fiorese, « La buona architettura di una città « invivibile ». Bollate, l'esperimento della nuova qualità urbana », *Il Moderno*, 29, 1988.
- A. Giacchetta, *Architettura e tempo. La variabile della durata nel progetto di architettura*, Milan, Clup, 2004.
- M. Grandi, A. Pracchi, *Milano. Guida all'architettura moderna*, Milan, Zanichelli, 1980.
- G. Guarisco (éd.), *L'architettura moderna. Conoscenza, tutela, conservazione*, Florence, Alinea, 1994.
- M. Guerci, « Da quartiere modello a ghetto. Muffe e crepe padrone », *Il Giorno*, 9 nov. 2013.
- M. Guerci, « Case Aler di via Turati. La rabbia degli inquilini : la riqualificazione è una presa in giro », *Il Giorno*, 1<sup>er</sup> août 2014.
- F. Gurrieri, *Restauro e conservazione. Carte del restauro, norme, convenzioni e mozioni sul patrimonio architettonico e artistico*, Florence, Polistampa, 1992.
- F. Infussi, G. Orsenigo (éd.), « Demolire. Interventi per la riqualificazione della città pubblica », *Territorio*, 45, pp. 9-62.
- F. Irace, « Il quartiere IACP di Bollate (Milano) », *L'Industria Italiana del Cemento*, 10, 1983.
- Laboratorio Città Pubblica, *Città pubbliche. Linee guida per la riqualificazione urbana*, Bruno Mondadori, Milan, 2009.
- J. Le Goff, « Documento/Monumento », *Enciclopedia Einaudi*, vol. V, Turin, Einaudi, 1978, pp. 38-43.
- G. Mazzocchi, A. Villani (éd.), *Sulla città, oggi. La periferia metropolitana. Nodi e risposte*, Milan, Angeli, 2004.
- C. Merlini, « La demolizione tra retoriche e tecniche del progetto urbano », *Territorio*, 45, 2008, pp. 49-55.
- C. Merlini, « Malgrado le migliori intenzioni. La parabola di Toulouse Le Mirail », *Dastu working paper*, 6, 2013, [en ligne] [www.dastu.polimi.it/index.php?id=1228](http://www.dastu.polimi.it/index.php?id=1228)
- C. Merlini, « L'eventualità della demolizione. Forme, situazioni e linguaggi », *Archivio di Studi Urbani e Regionali*, 124, 2019, pp. 26-48.
- P. C. Palermo, *Trasformazioni e governo del territorio*, Milan, Angeli, 2004.
- B. Pedretti (éd.), *Il progetto del passato. Memoria, conservazione, restauro, architettura*, Milan, Bruno Mondadori, 1997.
- O. Piron, *Les grands ensembles : bientôt des quartiers comme les autres*, rapport pour le Ministre délégué au logement, Ministère de l'Équipement, des Transports et du Logement, Paris 1990.
- R. Pugliese, *La casa popolare in Lombardia, 1903-2003*, Milan, Unicopli, 2005.
- M. Rollot, *L'obsolescence. Ouvrir l'impossible*, Genève, Metis Press, 2016.

V. Savi, *Guido Canella. Opere recenti*, Modène, Panini, 1984.

K. Suzuki, « Guido Canella. Housing for residents of Bollate », *Architecture and Urbanism (A + U)*, 128, 1981.

V. Veschambre, *Traces et mémoires urbaines, enjeux sociaux de la patrimonialisation et de la démolition*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2008.

[www.aap.beniculturali.it/dirittoautore.html](http://www.aap.beniculturali.it/dirittoautore.html)

[www.docomomo.com](http://www.docomomo.com)

## NOTES

1. Istituto Autonomo Case Popolari (IACP) : institution née au début du XX<sup>e</sup> siècle dont l'objectif est de réaliser et de gérer les logements sociaux. Par la suite (1996), elle prend le nom d'Azienda Lombarda Edilizia Residenziale (Aler). Sur la construction de logements sociaux en Italie, voir P. Di Biagi (éd.), *La grande ricostruzione. Il piano Ina-Casa e l'Italia degli anni Cinquanta*, Donzelli, Rome 2001 ; R. Pugliese, *La casa popolare in Lombardia, 1903-2003*, Unicopli, Milan, 2005.

2. « Lo chiamano Alcatraz ? Sarebbe peggio se lo definissero Disneyland come gli edifici che si realizzano di questi tempi » in M. Guerci, « Da quartiere modello a ghetto. Muffe e crepe padrone », *Il Giorno*, 9 nov. 2013. (traduction de l'auteure).

3. Guido Canella (Bucarest, 1931-Milan, 2009) était un important architecte italien. Formé dans le milieu du rationalisme milanais tardif, professeur à la faculté d'Architecture de l'École polytechnique de Milan, il a été directeur des magazines *Hinterland* (1978-1985) et *Zodiac* (1989-2001). Sa production architecturale préfigure des thèmes qui caractérisent le post-modernisme. Parmi les principales réalisations : centres civiques à Segrate (1963-1966), Pieve Emanuele (1971-1978), Pioltello (1976-1980), Monte d'Ago (1984-1992) ; complexes scolaires à Opera (1974-1976), Cesano Boscone (1975-1982), Parma (1985-1990) ; complexes religieux à Pieve Emanuele (1972-1981) et Peschiera Borromeo (1987-1992) ; bureaux judiciaires à Ancona (1975-1986) et Legnano (1980-1982) ; maisons à Meina (1973-1976), Barialto, Casamassima (1991) ; bâtiments sociaux à Bollate (1974-1981) et Peschiera Borromeo (1982-1983). Cf. E. Bordogna, G. Canella, E. Manganaro (éd.), *Guido Canella 1931-2009*, Angeli, Milan 2014.

4. Les Contratti di Quartiere sont des projets de réaménagement urbain promus au niveau régional et cofinancés par l'État. Ces outils innovants sont basés sur l'intégration entre requalification du bâtiment et intégration sociale. Cf. A. Balducci, « Una riflessione sul rapporto tra politiche per il quartiere e politiche per la città », *Territorio*, 19, 2001 ; P. C. Palermo, *Trasformazioni e governo del territorio*, Angeli, Milan 2004.

5. Pour la communauté de Bollate, l'affaire est d'une importance considérable et l'attention qu'elle suscite ne s'est jamais atténuée. Les journaux locaux, les blogs en ligne et les interviews sont donc une source privilégiée et suffisamment riche pour en souligner les points saillants.

6. Le terme *corea* désigne certaines agrégations urbaines nées à cette époque à la périphérie de Milan, résultant généralement de l'autoconstruction par la population immigrée, et qui témoignent clairement les contradictions profondes d'une phase de transformation économique, sociale et urbaine très importante. Cf. F. Alasia, D. Montaldi, *Milano, Corea. Inchiesta sugli immigrati negli anni del « miracolo »*, Donzelli, Rome 2010.

7. L'inondation de la Polésine (1951) fut catastrophique et toucha une grande partie de la Vénétie, faisant une centaine de victime et plus de 180 000 sans-abris, avec de graves conséquences sociales et économiques.

8. M. Grandi, A. Pracchi, *Milano. Guida all'architettura moderna*, Zanichelli, Milan 1980.

9. De 11 932 habitants en 1951 à 42 770 en 1971.

10. E. Bordogna (éd.), *Guido Canella...*, op. cit.
11. Aa. Vv., « Alcuni interventi Iacp », *Casabella*, 437, 1978, p. 4; « Quartiere con minialloggi a Bollate », *Edilizia popolare*, 169, 1982; K. Suzuki, « Guido Canella. Housing for residents of Bollate », *Architecture and Urbanism (A + U)*, 128, 1981; F. Irace, « Il quartiere IACP di Bollate (Milano) », *L'Industria Italiana del Cemento*, 10, 1983; M. Dezzi Bardeschi, « Monumenti alla periferia », *Domus*, 635, 1983; V. Savi, *Guido Canella. Opere recenti*, Panini, Modène 1984; G. Fiorese, « La buona architettura di una città "invivibile". Bollate, l'esperimento della nuova qualità urbana », *Il Moderno*, 29, 1988.
12. M. Biraghi, *Storia dell'architettura contemporanea*, vol. 2, 1945-2008, Einaudi, Turin, 2008.
13. Sur les Contratti di Quartiere, voir F. Bargiggia, M. Bricocoli (éd.), *Politiche per la casa e strumenti di riqualificazione urbana. I contratti di quartiere II in Lombardia*, Edicom, Monfalcone, 2005, et la section thématique de *Territorio*, 33, 2005.
14. Angelo Bugatti (Milan, 1951), architecte, professeur d'architecture et de composition urbaine à l'université de Pavia depuis 1993, où il occupe également des postes institutionnels. Il exerce une activité professionnelle intense dans le domaine du projet architectural et urbain. Il a été vice-président de la Commissione Edilizia de la municipalité de Milan (2005).
15. Comme le constate également F. Bottini, « Lotta : senza quartiere », [en ligne] <http://eddyburg.it/article/articleview/1922/0/98>
16. Au sujet de la démolition et de la rhétorique qui y est liée, voir C. Merlini, « La demolizione tra retoriche e tecniche del progetto urbano », *Territorio*, 45, 2008; C. Merlini, « L'eventualità della demolizione. Forme, situazioni e linguaggi », *Archivio di Studi Urbani e Regionali*, 124, 2019. Plus généralement : F. Choay, « Sulla demolizione/conservazione », dans A. Criconia (éd.), *Figure della demolizione. Il carattere instabile della città contemporanea*, Gênes Milan, Costa & Nolan, 1998; A. Terranova (éd.), *Il progetto della sottrazione*, Rome, Croma Quaderni, 3, 1997; B. Allen, M. Bonetti, *Des quartiers comme les autres ? La banalisation urbaine des grands ensembles en question*, Paris, La Documentation française, 2013; Aa. Vv., « L'architecture et la disparition », numéro monographique, *Cahiers thématiques*, 16, 2017.
17. « Un grosso e brutto caseggiato che incombe sul centro cittadino ». Cf. G. Mazzocchi, A. Villani (éd.), *Sulla città, oggi. La periferia metropolitana. Nodi e risposte, convegno nazionale di studio*, Bollate, 30 au 31 janvier 2001, Angeli, Milan, 2004, pp. 164-165.
18. *Normativa di tutela sul diritto d'autore*, loi 633, 1941. La procédure n'est pas mise en œuvre immédiatement : la demande du concepteur est nécessaire. On protège ainsi son intérêt privé : il est ainsi garanti que son travail ne sera pas faussé ou altéré par une intervention non autorisée. Cf. F. Gurrieri, *Restauro e conservazione, carte del restauro, norme, convenzioni e mozioni sul patrimonio architettonico e artistico*, Polistampa, Florence 1992.
19. Jusqu'en 2017, on ne compte que 31 ouvrages ayant obtenu la reconnaissance ministérielle. Cf. [www.aap.beniculturali.it/dirittoautore.html](http://www.aap.beniculturali.it/dirittoautore.html) Voir aussi G. Canella, E. Manganaro, « Conservare la nostra tradizione architettonica : l'hinterland di Guido Canella », *Quaderni di Ananke*, 2, 2010.
20. J. Le Goff, « Documento/Monumento », *Enciclopedia Einaudi*, vol. V, Einaudi, Turin 1978.
21. M. Boriani (éd.), *La sfida del moderno. L'architettura del XX secolo tra conservazione e innovazione*, Unicopli, Milan 2003; M. A. Crippa, P. Galliani (éd.), « Continuità critica e restauro del moderno », *Territorio*, 62, 2012. L'association internationale Docomomo, fondée en 1988, joue un rôle important dans la documentation, la conservation et la mise en valeur des bâtiments et des complexes urbains du XX<sup>e</sup> siècle ([www.docomomo.com](http://www.docomomo.com)). Dans le contexte français le débat sur la patrimonialisation des grands ensembles présente un grand intérêt. Cf. V. Veschambre, *Traces et mémoires urbaines, enjeux sociaux de la patrimonialisation et de la démolition*, Presses universitaires de Rennes, Rennes 2008.
22. Quelques témoignages des locataires dans le film tourné par Video Social Maker avec l'Associazione Dianova, la coopérative Il Grafo, *Il Melograno società cooperativa Sociale, Imagine*

Factory, avec la Fondazione Comunitaria Nord Milano Onlus, dans le cadre du CdQ. Voir [en ligne] [www.youtube.com/watch?v=zPWfzklHxRQ](http://www.youtube.com/watch?v=zPWfzklHxRQ), page consultée le 8 oct. 2014.

23. De même, d'autres changements qui auraient entraîné des modifications au niveau des façades (fractionnements ou nouveaux logements sur les toits) furent bloqués par la Surintendance, l'organisme du Ministère chargé de la protection du Patrimoine culturel et du Paysage. Pour les différentes versions du projet de réaménagement, voir A. Cavarretta, *Architetture dello spazio pubblico. Nuova strategia progettuale per il Contratto di quartiere a Bollate*, École polytechnique de Milan, mémoire de maîtrise, 2012-2013. Pour le projet de conservation : *Quaderni di Ananke*, 2, 2010.

24. Cf. *Convenzione per l'attuazione del Contratto di Quartiere via Turati 40 in Bollate*, 23 déc. 2009. Il est prévu d'unifier 48 logements qui ne sont pas aux normes et de nouveaux espaces commerciaux et dédiés aux services. Dans cette phase, les aspects critiques du bâtiment sont encore considérables. Voir [en ligne] [www.youtube.com/watch?v=TvNSleTAayI](http://www.youtube.com/watch?v=TvNSleTAayI)

25. Signé par l'architecte Marco Sagnelli Associati. Cf. Municipalité de Bollate, *Contratto di Quartiere di Via Turati 2010, mai 2012*. On entreprend différentes mises à jour entre 2012 et 2013.

26. *Relazione tecnica illustrativa variante parziale al Pgt. Ambito Contratto di Quartiere di via Turati*, 2012.

27. À ce stade, la région Lombardie met à disposition 9,5 millions d'euros. Le plan conservateur, qui porte la signature de Guido Canella et de sa fille Gentucca, obtient l'avis favorable de la Surintendance.

28. M. Guerri, « Case Aler di via Turati. La rabbia degli inquilini : la riqualificazione è una presa in giro », *Il Giorno*, 1<sup>er</sup> août 2014.

29. Le projet est signé Techbau Technical Office et Studio Sagnelli Associati. L'architecte Marco Sagnelli est aussi responsable du masterplan du Contratto di Quartiere de 2010 et responsable de la qualité urbaine de la ville de Bollate du 22 juin 2010 au 15 octobre 2011.

30. En février 2015, quatre logements rénovés sont livrés, mais des signes de détérioration sont encore bien visibles dans les parties communes. Voir [en ligne] [www.youtube.com/watch?v=fPKn7j3bNBk](http://www.youtube.com/watch?v=fPKn7j3bNBk), consulté le 4 mai 2015. Le bouleversement administratif en 2015 redonna un peu de confiance aux habitants. Les 9 500 000 euros alloués par la région Lombardie pour la restructuration et disponibles depuis 2010, ne sont pas perdus et enfin, en octobre 2015, le contrat est signé. La conclusion est attendue dans les 500 jours ouvrables qui suivent.

31. L'exposition universelle « Nutrire il pianeta, energia per la vita » s'est déroulée à Milan en 2015.

32. Sur une idée de l'architecte paysagiste Olga Moskvina.

## RÉSUMÉS

Le discours sur la démolition recourt généralement à des registres émotionnels et génère des conflits. Cela est particulièrement évident dans les débats autour de l'avenir des quartiers de logements sociaux, fortement influencé par des images stigmatisantes et sur lequel l'investissement symbolique est considérable, tant pour les habitants que pour les institutions publiques. Lorsque l'objet en question est une « architecture d'auteur », la controverse met nettement en lumière un conflit entre différentes valeurs : d'une part, les valeurs de confort et d'habitabilité, soutenues essentiellement par les habitants, d'autre part la valeur culturelle, qui reconnaît dans un artefact un patrimoine collectif, soutenu avant tout par les élites

intellectuelles. C'est ce qui ressort du cas étudié ici : une hypothèse de démolition concernant un ensemble de logements sociaux construit à Bollate, près de Milan, par l'architecte Guido Canella entre 1974 et 1980. La mobilisation directe de l'architecte, qui pallie l'absence de reconnaissance collective par la revendication d'un « droit d'auteur », est une spécificité intéressante de cette histoire.

The discourse on demolition is generally characterized by emotional tones and conflicts. This is particularly evident in the debate on social housing districts. A debate that is particularly influenced by stigmatizing images and on which symbolic investments are particularly high, both for residents and for public institutions. In the case of a « signed » architecture, the controversy may be even more intense, because the conflict between different values is explicit. On one side, the values of comfort and habitability, supported mainly by the inhabitants. On the other side, the cultural value that recognizes an artefact as a collective heritage, supported above all by intellectual elites. This is what emerges from the case examined: a demolition hypothesis concerning a housing complex built in Bollate, near Milan, by the architect Guido Canella between 1974 and 1980. The architect's mobilization, which replaces the lack of collective recognition with the claim of a "copyright", is an interesting specificity of this story.

## INDEX

**Keywords :** Urban Project, Social Housing, Demolition, Conservation Of Modern Architecture, Copyright

**Mots-clés :** Projet urbain, Logement social, Démolition, Conservation de l'architecture moderne, Droit d'auteur

## AUTEUR

### CHIARA MERLINI

Architecte et professeur d'urbanisme près du Politecnico di Milano, Dipartimento di Architettura e Studi Urbani (DASTU). De 1995 à 2006, elle a enseigné à la Facoltà di Architettura di Ascoli Piceno (Università di Camerino). Parmi les principaux thèmes de recherche figurent les formes et les transformations de la ville et des territoires contemporains, en particulier en ce qui concerne les urbanisations dispersées (*città diffusa*), ainsi que les relations entre la qualité de l'espace urbain et la qualité du projet. Récemment, elle développe une réflexion sur le rôle de la démolition dans les processus de transformation urbaine et de réforme territoriale. Est consultant dans le domaine du projet urbain et auteur d'essais dans revues nationales et internationales. Elle a notamment publié : *Cose/viste. Letture di territori*, Maggioli, Santarcangelo di Romagna, 2010, et avec A. Lanzani et F. Zanfi, *Riciclare distretti industriali. Recycling Industrial Districts*, Aracne, Roma 2016.